Monsieur le Premier Ministre
Edouard Philippe
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris

Les Lilas le 11 juin 2018

Monsieur le Premier Ministre,

Nous souhaitons par ce courrier interpeller solennellement le gouvernement sur la méthode et le contenu du dialogue social tel qu'il se mène actuellement au niveau de la Fonction publique.

Vous avez en effet ouvert un certain nombre de discussions dans le cadre de l'agenda social ou dans celui des chantiers sur l'idée de « refonder le contrat social avec les agents publics ». S'il n'est pas question pour nos organisations de contester la légitimité du gouvernement à élaborer un calendrier et un cadre de discussions et de concertations, nous tenons cependant à ce que nos organisations puissent participer à ces discussions en y retrouvant mieux, les sujets de préoccupations qu'elles portent au nom des agent.es que nous représentons, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

En effet, l'absence de prise en compte des interventions et demandes des organisations syndicales, même lorsque celles-ci sont unanimes, pose un problème de fond sur la conception du dialogue social menée actuellement. Nous sommes inquiets du fait que la recherche d'un minimum de consensus ne semble pas être l'objectif.

Les éléments présentés dans les groupes de travail qui se sont déjà réunis nous interrogent sur la volonté du gouvernement d'entendre les remarques et les arguments des organisations syndicales. Ainsi la suppression des CHSCT, le scénario de transformation du rôle des CAP, le maintien d'un recours accru au contrat sont des orientations essentielles que nous ne partageons pas.

De plus, nous avons le sentiment d'être consultés sur les grandes lignes d'un projet, qui semble déjà arbitré, sans que celui-ci ne nous soit présenté précisément. Nous sommes ainsi mis en situation de nous exprimer sans connaitre les propositions du gouvernement.

Ce n'est pas notre conception du dialogue social.

Enfin, aucune ouverture n'a été présentée concernant les revendications salariales pourtant portées par l'ensemble de nos organisations. Nous souhaitons que le rendez-vous salarial de juin soit l'occasion pour le gouvernement de donner un signe positif aux 5 millions d'agent.es avec une politique salariale permettant une réelle amélioration de leur pouvoir d'achat.

…/…

Les organisations syndicales signataires vous demandent de revenir à un dialogue social respectueux, qui reconnaisse le rôle prépondérant des représentant.es des personnels.

Nous pensons qu'il est temps de trouver de nouvelles voies d'un dialogue social constructif.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de nos salutations respectueuses.

Nathalie MAKARSKI
Présidente de la Fédération des Fonctions Publiques CFE-CGC

Denis LEFEBVRE
Président de la CFTC-FAE

Jean-Marc CANON
Secrétaire Général de l'UGFF-CGT

Bruno COLLIGNON
Président de la FA-FP

Bernadette GROISON
Secrétaire Générale de la FSU

Denis TURBET-DELOF
Délégué National de Solidaires Fonction Publique

Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique